

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 11/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RR IWS SOLUTIONS**

16 PLACE DE L'IRIS  
TOUR CB21  
92400 Courbevoie

Références : D3 i 2026 - 77  
Code AIOT : 0005701569

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement SUEZ RR IWS SOLUTIONS implanté AVENUE DES TEMPLES 51370 Saint-Brice-Courcelles. L'inspection a été annoncée le 07/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été diligentée pour faire un retour d'expérience à froid sur l'évacuation du quartier par les services du SDIS de la Marne à la suite d'une émanation d'odeur de gaz (THT).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RR IWS SOLUTIONS
- AVENUE DES TEMPLES 51370 Saint-Brice-Courcelles

- Code AIOT : 0005701569
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RR IWS Chemicals France exploite sur la commune de Saint-Brice-Courcelles un centre de transit et de regroupement de déchets dangereux.

L'activité s'organise autour de 3 zones :

- Atelier des conditionnés: zone de réception et stockage sous auvent avec rétention (750 m<sup>2</sup>);
- Atelier de vracs solides : 6 fosses en béton de 70 m<sup>3</sup> pour les déchets solides et pâteux ;
- Atelier vracs liquides ;
- 2 fosses enterrées de 30 m<sup>3</sup> pour le regroupement et la décantation d'eaux souillées ;
- 4 cuves acier de regroupement/stockage de 30 m<sup>3</sup>.

Un laboratoire, dédié notamment aux tests de compatibilité et de conformité des déchets, est présent au sein de l'établissement.

L'établissement est autorisé au transit de 12 000 tonnes de déchets par an.

Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral n° 93-A-31-IC du 28 juillet 1993 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2010-APC-88-IC du 07 mai 2010.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- REACH
- Risque surpression/projection

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1.III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Opérations de manutention et transfert	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1.II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Compatibilité des déchets avant mélange	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1.I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de l'évacuation du personnel des entreprises du quartier le 17/12/2025, le SDIS n'a pas formellement identifié l'origine de l'odeur de gaz perçue ce jour là. A l'heure actuelle, l'hypothèse principale est celle d'un dégazement d'un camion citerne ayant contenu du THT (odorisant du

gaz). Ce camion-citerne, non lavé, est venu réaliser une opération de remplissage de G3000 (déchets liquides combustibles), comprenant une étape de mise sous vide de sa citerne. Il est possible que cette étape ait pu entraîner un dégazement diffus de THT.

L'exploitant doit réaliser une analyse des causes de l'évènement, mettre en place des actions correctives le cas échéant et mettre en œuvre des procédures de contrôle de comptabilité entre les cuves entrantes et les chargements prévus sur son site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion des odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Annexe 3.1-III de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 (MTD-12 du BREF WT) Une installation située dans une zone sensible et pour laquelle une nuisance olfactive est probable ou constatée établit et met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;</li><li>- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;</li><li>- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;</li><li>- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</li></ul> Dans son dossier de réexamen IED de 2020, qui est prescriptif, l'exploitant indique : « <i>En fonctionnement normal, le site n'est effectivement pas susceptible d'être à l'origine d'émanation d'odeurs. Il n'y a, de plus, aucune nuisance olfactive relevée ni de plainte constatée à ce sujet. En cas de plainte, celle-ci ferait a minima l'objet d'une analyse des causes et d'une remontée de dysfonctionnement via le logiciel dédié. Les faibles odeurs occasionnées par l'activité de transit-regroupement sur le site ne nécessitent pas la mise en place de techniques pour les réduire.</i> ».
<b>Constats :</b>  D'après les recherches effectuées par le SDIS, l'émanation d'odeur de gaz (THT) du 17/12/2025 peut être liée à une opération de remplissage d'un camion citerne ayant contenu du THT sur le site de SUEZ. L'Inspection constate que l'exploitant n'a pas réalisé d'analyse des causes ni d'une remontée d'un dysfonctionnement suite à l'épisode du 17/12/2025. L'Inspection constate également qu'il n'existe pas de protocole particulier pour la gestion de l'évacuation de l'air des citernes lors de leur mise sous vide avant remplissage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous un délai de deux mois :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- une analyse des causes et une remontée d'un dysfonctionnement suite à l'épisode du 17/12/2025 ;</li> <li>- le programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Opérations de manutention et transfert

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Opérations de manutention et transfert
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Annexe 3.1-II de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 (MTD-5 du BREF WT)</p> <p>L'exploitant instaure des procédures de manutention et de transfert pour la manutention des déchets et leur transfert vers les différentes unités de stockage ou de traitement. Ces procédures doivent décrire les opérations de manutention et de transfert des déchets et indiquer qu'elles seront validées avant exécution et vérifiées ensuite et qu'elles sont exécutées par un personnel compétent, y compris par le personnel d'une entreprise extérieure. Ces procédures doivent préciser les mesures prises pour éviter, détecter ou atténuer les déversements accidentels. Si l'installation procède à des mélanges de déchets, l'exploitant met en place des dispositions de prévention et de réduction des émissions et des réactions liées au mélange.</p> <p>Les procédures de manutention et de transfert sont fondées sur les risques associés et prennent en considération la probabilité de survenue d'accidents et d'incidents et leur incidence sur l'environnement.</p> <p>Dans son dossier de réexamen IED de 2020, qui est prescriptif, l'exploitant indique :</p> <p><i>Les opérations de chargement et de déchargement de déchets font l'objet d'un protocole conclu avec les transporteurs. La fiche de suivi (fiche ADR) permet de s'assurer que le déchet est transféré dans le réservoir prévu.</i></p> <p>[...]</p> <p><i>Avant de charger ou de faire procéder au chargement de liquide de tout véhicule, l'exploitant s'assure que :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Le matériau constitutif de la cuve ou benne est compatible avec le déchet devant y être transporté,</i></li> <li>- <i>Le véhicule est apte au transport du déchet à charger et notamment que son circuit électrique est prévu à cet effet,</i></li> <li>- <i>Le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité,</i></li> <li>- <i>Le chargement est mécaniquement compatible avec les résidus.</i></li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Après échange avec l'exploitant et un chauffeur présent sur site, l'Inspection constate que les citernes vides qui entrent sur le site pour charger des eaux souillées (G2000) ou combustibles</p>

liquides (G3000) ne sont pas systématiquement lavées ou rincées avant remplissage.

L'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport d'analyse des eaux usées chargées le 17/12/2025 dans le camion-citerne ayant contenu du THT. Le THT est notamment incompatible avec les oxydants forts, les halogènes et les acides forts. Par sondage, les analyses du G3000 chargé dans la citerne ne montrent pas d'incompatibilité chimique avec le THT.

L'exploitant indique qu'il n'intervient pas dans l'analyse de la compatibilité chimique de l'ancien et du nouveau chargement des camions-citernes. Cette mission est assurée par la société gestionnaire des flux des camions-citernes qui définit un programme de rinçage ou de lavage en fonction des différents chargements.

L'exploitant du site n'intervient pas dans ce processus et ne dispose pas de l'information sur la nature de l'ancien chargement des citernes vides entrantes et de leur l'état de propreté (sauf sur demande spécifique).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection sous un délai de deux mois :

- les justificatifs de son respect de l'annexe 3.1-II de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 (MTD-5 du BREF WT) et de son dossier de réexamen IED de 2020 qui dispose que *"l'exploitant s'assure que [...] le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité"*

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Compatibilité des déchets avant mélange**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Compatibilité des déchets avant mélange

**Prescription contrôlée :**

Annexe 3.1-I de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 (MTD-2 du BREF WT)

b) Compatibilité des déchets avant de les mélanger

Pour garantir la compatibilité des déchets avant de les mélanger, un ensemble de mesures et tests de vérification sont mis en œuvre pour détecter toute réaction chimique indésirable ou potentiellement dangereuse entre des déchets lors de leur mélange ou lors d'autres opérations de traitement. Les tests de compatibilité sont fondés sur les risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets, les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.

Dans son dossier de réexamen IED de 2020, qui est prescriptif, l'exploitant indique :

Une connaissance insuffisante des caractéristiques physico-chimiques des déchets et de leur compatibilité peut être à l'origine d'un mélange se révélant inapproprié. Afin de se prémunir contre une telle situation, différentes procédures et contrôles sont mis en œuvre sur le site. Il s'agit :

- De la procédure d'acceptation préalable ;
- De la procédure de contrôle à réception ;

- Des tests de compatibilité, si nécessaire, avant mélange ;
- Du suivi des déchets sur la plate-forme via le logiciel métier.

**Constats :**

L'Inspection s'est rendue dans le laboratoire du site afin d'assister à une démonstration des mesures et des tests réalisés par l'exploitant pour détecter une éventuelle incompatibilité entre les déchets mélangés, notamment dans l'atelier "liquides" (regroupement des déchets liquides G2000 dans 2 fosses de 30 m<sup>3</sup> et 4 cuves de 30 m<sup>3</sup>).

Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite